

# En Italie, les opposants au pont de Messine défient le gouvernement

Les opposants aux grands projets d'infrastructures sont dans le viseur du gouvernement d'extrême droite italien. Parmi eux, le mouvement No Ponte, mobilisé contre la construction du pont du détroit de Messine, a défilé samedi soir dans la ville sicilienne, et rassemblé au-delà de ses troupes habituelles.

Cécile Debarge

11 août 2024 à 13h59

**Messine** (Italie).— S'il est une semaine en Italie où le pays sombre dans une léthargie estivale totale, c'est assurément celle du 15 août, ce sacro-saint Ferragosto aux airs de trêve générale. Pourtant, ce samedi 10 août, en fin de journée, les militants étaient plusieurs centaines à répondre à l'appel du mouvement No Ponte, qui est vent debout contre le projet de construction d'un « pont du détroit », censé relier la Calabre à la Sicile. Serpent de mer des politiques italiennes depuis les années 1970, ce pont est fortement voulu par le gouvernement de Giorgia Meloni et en particulier par l'actuel ministre des transports, Matteo Salvini.

« *La lutte contre le pont n'est pas morte et n'a aucune intention de mourir, s'époumone au micro un militant installé à l'arrière du camion placé en tête de cortège. Depuis des mois, notre terre est mise à genou par l'un des pires épisodes de sécheresse que l'on ait connu, c'est honteux d'envisager de dépenser 15 milliards d'euros pour construire un pont alors que pour résoudre la crise de l'eau, seuls 20 millions ont été débloqués.* » La foule applaudit. Certains battent le rythme avec des bouteilles d'eau vides. « *On veut de l'eau qui sort des robinets, pas un pont* », implorent les banderoles déployées dans le cortège.

« *Ce sont des mois décisifs : les chantiers devaient démarrer cet été et c'est un échec* », se réjouit Daniele Ialacqua, figure de proue du mouvement No Ponte depuis plus de vingt ans. Il vit à Capo Peloro, au nord de Messine, là où devraient s'élever les titanesques pylônes du pont, s'il était construit. « *Ce pont est totalement inutile, l'objectif est d'en faire une infrastructure pour montrer la grandeur du gouvernement et du ministre qui le soutient, comme ce fut déjà le cas à l'époque de Silvio Berlusconi* », estime Daniele Ialacqua.



Manifestation contre le pont du Détroit de Messine en Italie, 10 août 2024 © Cécile Debarge / Mediapart

Abandonné pour la dernière fois en 2014 par le gouvernement Monti, le projet présente toujours de nombreuses zones d'ombre. À l'époque, 68 points de réserve avaient été émis par les experts. Ils n'ont toujours pas été levés. Le 12 septembre, la Société du Détroit de Messine qui supervise le projet devra répondre aux 239 observations formulées par le ministère de l'environnement et de la sécurité énergétique.

## 25 ans de prison pour les militants contre les méga-projets

Hasard du calendrier, deux jours plus tôt, le parlement italien ouvrira les débats autour du projet de loi sécurité, dont l'un des amendements concerne directement les manifestants réunis ce samedi soir Piazza Caioli, dans le centre de Messine. Il prévoit d'augmenter d'un tiers - contre deux tiers dans sa version initiale – la peine des manifestants qui souhaitent « empêcher la réalisation d'une œuvre publique ou d'une infrastructure stratégique », en cas de « menace ou violence » contre un agent public. Concrètement, les militants risquent jusqu'à 25 ans de prison. Proposé par un député de la Ligue, le parti d'extrême droite de Matteo Salvini, cet amendement a aussitôt été rebaptisé « anti No Ponte » et approuvé courant juillet par les commissions justice et affaires constitutionnelles de la chambre des députés.

Le mouvement No Tav, qui s'oppose à la construction de la ligne à grande vitesse entre Lyon et Turin, est aussi visé. On pense également au mouvement No Muos, mobilisé depuis des années contre l'antenne américaine installée dans le sud de la Sicile, ou No Base qui milite contre l'installation de nouvelles bases militaires. L'approbation par les commissions de cet amendement arrive quelques mois après la violente répression à Florence et à Pise de manifestations de soutien à la Palestine. Les forces de l'ordre avaient repoussé les étudiants à coups de matraque, faisant plusieurs blessés dont des mineurs.

*« Le gouvernement sent le sol se dérober sous ses pieds et cherche à affirmer à tout prix l'objectif qu'il s'était donné même s'il voit bien que c'est de plus en plus difficile, explique Aldo Trifiletti, militant historique au sein du comité No Ponte. Cet amendement est antidémocratique, il a été écrit pour limiter les contestations pourtant légitimes dans un État*

*de droit. » « Cela fait vingt ans que nous défilons sans un heurt, sans un affrontement, nous avons toujours été pacifistes et non violents, et le cortège d'aujourd'hui en est la preuve, précise Daniele Ialacqua, cet amendement est une provocation pour nous. » Ce samedi soir, l'ambiance était très familiale dans le cortège malgré l'important dispositif policier déployé.*

### **Criminaliser toute forme de conflit**

*« Ça ne changera rien à notre mobilisation, promet Francesco Cimino, qui distribue des tracts aux passants massés sur le trottoir au passage des manifestants. On a maintenant un comité de soutien des étudiants, des enseignants, on essaie d'amener notre combat au niveau européen. » C'est probablement l'une des plus grandes réussites de ce cortège de la mi-août : avoir réuni derrière un front commun les opposants au projet siciliens et calabrais, de part et d'autre du détroit de Messine, mais aussi les militants du Parti démocrate, de Sinistra italiana, de la CGIL, le principal syndicat italien, ou encore les associations écologistes comme Legambiente.*

À lire aussi

#### [Dossier Extrêmes droites : le laboratoire italien 31 articles](#)

*« Derrière cet amendement, on assiste à la criminalisation de toutes les formes de lutte, y compris dans d'autres domaines, du secteur de l'écologie, aux écoles ou aux usines, analyse le militant Gino Sturniolo. C'est la tentative de condamner par les peines les plus fortes toute forme de conflit, les modalités du conflit n'importeront plus vraiment, c'est le conflit lui-même qui est sur le banc des accusés. » Au niveau national, les comités qui forment le mouvement No Ponte se sont mis en lien avec d'autres réalités militantes, du mouvement des chômeurs napolitains aux écologistes de Ultima Generazione ou Extinction Rebellion pour tenter de faire front uni contre les attaques du gouvernement.*

*« Nous devons arriver jusqu'aux sphères institutionnelles et aux forces politiques pour leur faire comprendre que sans conflit, une société n'avance pas mais le plus important sera de rester unis parce que le véritable objectif est de terroriser la population, dans le fond, les militants sont déjà un peu habitués à tout ça », conclut Gino Sturniolo. Le mouvement No Ponte a déjà prévu de nouvelles mobilisations, y compris à Rome, devant le ministère de l'environnement, à la fin du mois d'octobre.*

Cécile Debarge